



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires**

Service Économie Agricole et Développement Rural

Affaire suivie par : Albert MILESI

tél : 02 34 34 61 54

albert.milesi@cher.gouv.fr

Bourges, le 23 décembre 2022

Objet : avis du Préfet du Cher sur l'étude préalable agricole déposée dans le cadre du projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Meillant (18)

Monsieur,

J'ai reçu le 15 juin 2022 votre étude préalable agricole pour votre projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Meillant, dans le département du Cher.

L'étude préalable agricole que vous avez fournie respecte le cadre fixé par la réglementation en vigueur pour la mise en œuvre de la compensation collective agricole. Elle conclut à la nécessité de compenser l'impact du projet d'aménagement sur l'économie agricole, impact que vous chiffrez sur la base d'une méthode validée par la CDPENAF. Par ailleurs, l'étude propose des mesures de compensation à mettre en œuvre qui visent à consolider l'économie agricole du territoire : il s'agit d'une aide financière pour l'achat par deux CUMA de matériels permettant à leurs adhérents de réduire leurs participations aux frais de renouvellement de ces matériels. Le montant total de votre participation s'élèvera à 121 682 €.

Conformément au décret n° 2016-990 du 31/08/2016 relatif à l'étude préalable et aux mesures de compensations prévues à l'article L. 112-1-3 du code rural et de la pêche maritime, votre dossier a été soumis pour avis à la CDPENAF le 15 septembre 2022. Cette commission a donné un avis favorable à la majorité sur l'étude préalable agricole. Les mesures de compensation proposées ont été jugées acceptables et suffisamment financées. Toutefois une remarque, portant sur l'article « Cession et transfert » de la convention de co-activité agricole et photovoltaïque passée entre vous et l'exploitant en charge de l'activité agricole sur le site de la centrale, a été formulée.

CAS de Meillant
188 rue Maurice Béjart – CS 57392
34184 Montpellier

à l'attention de M. Paul ZUNINO

Vous avez pris en compte cette remarque en proposant par la suite à mes services une rédaction plus appropriée. Quant aux mesures proposées, même si la destination de l'enveloppe financière n'est pas optimale, elles répondent aux besoins de proportionnalité de la compensation.

J'émetts en conséquence un avis favorable à votre étude préalable agricole et aux mesures de compensation que vous proposez.

Il vous incombe de tenir au courant la DDT de la mise en œuvre des dites mesures au fur et à mesure de leurs avancées.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation
Le directeur adjoint de la direction
départementale des territoires

Yannick PASTOUREAU

